

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Tunisie > A gauche (Tunisie) > **Tunisie : « On est en train de manipuler le peuple par la religion, et la (...) »**

DÉMOCRATIE

## **Tunisie : « On est en train de manipuler le peuple par la religion, et la religion par le politique »**

mardi 9 avril 2013, par [KHALFAOUI Basma](#), [ROUSSEAUX Agnès](#) (Date de rédaction antérieure : 3 avril 2013).

**Le 6 février dernier, Chokri Belaïd, responsable du parti de gauche radicale Al Watad, est assassiné par balles devant son domicile, à Tunis. Plus d'un million de Tunisiens descendent dans les rues. L'évènement déclenche une grave crise politique. Pour Basma Khalfaoui, veuve du leader politique, il est temps de s'attaquer - enfin - aux vrais problèmes, économiques et sociaux, du pays. Et d'appeler à une réconciliation nationale. Entretien avec *Basta !*.**

---

L'attitude de Basma Khalfaoui a marqué les esprits. Le jour de l'assassinat de son mari, le leader politique Chokri Belaïd, elle traverse la foule, digne et silencieuse, le visage marqué par la douleur, une main levée dessinant le « V » de la victoire. Devant son appartement, dans le quartier El Menzah, quelques fleurs, un drapeau tunisien, marquent l'endroit où a été assassiné son mari, dont le corps repose dans le carré des martyrs, au cimetière de Tunis. Avocate et mère de deux enfants, Basma Khalfaoui est devenue en quelques semaines le symbole de cette Tunisie en lutte pour les droits sociaux, la liberté de croyance, les droits de la femme. Si elle accuse Ennahda, le parti islamiste au pouvoir, de ne pas avoir protégé Chokri Belaïd, pourtant menacé, et d'avoir laissé s'installer un climat de violence politique, elle veut apaiser les tensions et appelle à des mobilisations pacifiques.

**Basta ! : Beaucoup de Tunisiens semblent déçus face à la situation politique, économique et sociale actuelle. Le souffle révolutionnaire est-il en train de retomber ?**

**Basma Khalfaoui :** Une vague de violence organisée s'installe dans toute la sphère politique. Et elle évolue : nous sommes passés de violences verbales aux violences physiques, et maintenant aux assassinats. La Tunisie souffre de cette violence. Nous vivons aussi un déclin politique très grave. Si nous n'arrivons pas à arrêter cette vague de violence, nous irons vers une situation politique très perturbée. J'ai peur pour la Tunisie. Mais après l'assassinat de Chokri Belaïd, après avoir vécu cette réaction populaire spontanée, spectaculaire, non organisée, cette réaction de rage contre ce qui se passe, je suis optimiste.

**Le gouvernement de la « Troïka » [1] focalise les débats sur des clivages qui ne sont pas les préoccupations premières des Tunisiens, comme les questions religieuses ou sociétales. Est-un moyen d'éviter les questions économiques et sociales ?**

Tout à fait. C'est ce que Chokri Belaïd n'a pas arrêté de dire : ce gouvernement va instituer la violence, parce qu'il n'a pas de réponses, pas de solutions, et qu'il ne veut pas aborder les problèmes politiques, économiques et sociaux qui émergent. C'est un pouvoir totalitaire, dans la continuité de l'ancien régime : c'est normal qu'il instaure et couvre la violence, car c'est la faillite totale, économique et sociale. Économiquement, le pays s'écroule. C'est une manière de détourner l'opinion publique vers autre chose que ce qui constitue les centres d'intérêts de la population.

### **Avez-vous le sentiment que la liberté de parole et d'expression régresse en Tunisie actuellement ?**

Nous avons peur de cela. Et ce n'est pas tant une question de peur qu'une question d'analyse. Nous sommes quand même plus libres qu'avant la Révolution de janvier 2011. Mais si nous continuons dans ce processus de violence et d'oppression, on va finir par nous priver de liberté de parole, de circulation, de liberté de tout. Si on se laisse faire, la situation sera la même qu'avant le 14 janvier 2011. Si ce n'est pire.

### **La gauche tunisienne peut-elle se rassembler pour construire une opposition solide face à ce gouvernement ?**

Le Front populaire existe déjà, c'est un corps politique en pleine action. Notre projet, c'est un parti plus large, qui rassemble toute la gauche de Tunisie. Pour renforcer le Front populaire, mais sans le détruire. Réunir tous les démocrates pour défendre un projet sociétal progressiste et démocratique.

### **Qu'est-ce que cela signifie, concrètement ?**

Cela veut dire la liberté d'expression. Que la Haute instance des juges soit élue et non pas nommée par le gouvernement. Idem pour la Haute instance des journalistes. La séparation entre l'État et le parti, pour laisser de côté les pratiques de l'ancien régime, et instaurer une vraie révolution, une vraie démocratie. Une Haute instance pour les élections réellement indépendante. Le projet progressiste, c'est créer du travail, résoudre le problème du chômage, de cette richesse qui s'évade, avoir une équité sociale. Et la liberté de la femme, la liberté de croyance. Nous n'avons pas du tout de problème de religion en Tunisie d'habitude !

### **Comment la question religieuse est-elle devenue un problème ?**

Ce problème entre musulmans et non-musulmans a été imposé d'une manière étrange à la société tunisienne. Elle est à 90 % arabo-musulmane. Personne ne le met en doute ! Nous avons des minorités religieuses, que l'on respecte et que l'on aime. Et qui sont des Tunisiens avant tout, comme nous. Nous avons vécu en Tunisie depuis des siècles, dans des civilisations successives, de manière très ouverte. Nous n'avons jamais connu ce problème : « Soit tu es musulman à la wahhabite, soit tu es athée. Et si tu n'es pas musulman, on doit te tuer ». C'est une réflexion très étrangère aux Tunisiens. C'est un problème qui nous est importé d'ailleurs. C'est justement ce que disait Chokri Belaïd. Il a dévoilé, expliqué, comment on est en train de manipuler tout le peuple par la religion, et de manipuler la religion par le politique.

### **Est-il possible de construire politiquement avec Ennahda ?**

Pour trouver une solution politique, une sortie à cette situation, dans la paix, sans faire couler de sang, sans coup d'État, il faut s'asseoir autour d'une table, y compris avec Ennahda, pour discuter et redistribuer les rôles. Si Ennahda continue de refuser, tout le monde le paiera.

### **N'est-il pas indispensable de passer par un processus de justice transitionnelle, pour juger les crimes du passé et repartir sur des bases saines ?**

La phase de justice transitionnelle est indispensable. Il faut qu'il y ait réellement une justice : que les fautifs soient jugés, par des juridictions spécifiques, et qu'il y ait ensuite discussion pour arriver à se pardonner et dépasser le mal qu'on a vécu.

### **La réconciliation est-elle possible entre les adversaires politiques, entre les anciens bourreaux et les anciennes victimes ?**

Bien sûr. La population tunisienne n'est pas du tout rancunière. Ennahda a aussi subi l'oppression (sous le régime de Ben Ali, ndlr), et peut-être de manière plus visible que les autres partis. Tout le monde, même la gauche et les démocrates, ont été touchés par ce qu'a subi Ennahda : il y avait une double oppression, à la fois sur les convictions politiques et religieuses. Cela touchait la foi, les croyances de tout le monde. Ce qui a amené la population tunisienne à oublier les choses graves qu'a pu faire Ennahda [2], et à lui accorder de nouveau sa confiance. Mais Ennahda n'a pas saisi cette chance. Si le parti saisit l'opportunité d'avoir un débat, un dialogue réel avec tous les autres partis politiques, on pourrait s'en sortir avec le moins de dégâts possibles. Nous pourrions nous pardonner, oublier, dépasser tout cela facilement.

### **Le gouvernement refuse pour le moment de réaliser un audit de la dette nationale, en partie contractée sous le régime de Ben Ali. A-t-il cédé aux pressions des créanciers de la Tunisie - dont la France - et des institutions financières internationales ?**

Ce gouvernement a fait des promesses aux instances financières internationales, qui ne seront pas faciles à remettre en cause. Mais je pense qu'ils sont en train de gagner du temps, pas de céder. Il faut toujours être prudent avec eux. Ce n'est pas une insulte, mais on a vu en pratique que ce n'est pas du tout un gouvernement de parole. C'est un gouvernement qui n'a pas de moralité, qui peut mentir et dire n'importe quoi, prendre des engagements et ne pas les tenir. Depuis un peu plus d'un an, nous avons tout vu. Nous n'avons pas confiance dans ce gouvernement, qui peut changer d'avis en permanence.

### **Avez-vous des attentes par rapport à la France ?**

J'ai été touchée par la grande solidarité des Français (lors de l'assassinat de Chokri Belaïd, ndlr). Avec les représentants institutionnels, nous avons eu des rapports très humains, qui m'ont beaucoup réconfortée. J'ai vu cette solidarité dans les manifestations, les actions, les articles de presse. J'aimerais que nos camarades français, tous les démocrates, aident à rendre plus visible ce qui se passe en Tunisie. Sans mentir. Il suffit d'ouvrir réellement les yeux. Certains journaux français refusent d'écrire quand nous parlons d'Ennahda comme d'un pouvoir qui n'est pas démocratique. Je respecte leur position, ils défendent un camp. Mais j'aimerais qu'il y ait un contrepoids. Pas pour mes yeux, ou pour les yeux de Chokri Belaïd ou le sang de Chokri Belaïd, mais pour la Tunisie, la démocratie, pour la vérité. Dire ce qui se passe réellement en Tunisie. Parce que la Tunisie ne mérite pas du tout cela.

### **Après le drame que vous avez vécu, vous êtes pourtant prête à reprendre le flambeau...**

Ce n'est pas que je sois prête ou pas. Je suis en plein chemin. J'avance. C'est un destin choisi. Je continuerai, je ferai ce qu'il faut. Oui, je reprends le flambeau parce que Chokri Belaïd a donné sa vie pour ses valeurs. Il n'avait pas peur. Il allait droit au but, en sachant qu'il serait assassiné. Il était clair dans son choix. Il faut l'honorer, continuer son chemin. Et honorer la Tunisie, parce qu'elle ne mérite pas ça.

### **Avez-vous peur pour votre vie ?**

Non. Car Chokri Belaïd est ce que j'ai de plus cher, et il est parti. Et je suis sûre et certaine, comme lui, que l'on doit payer des factures. Si c'est ma vie, ce sera ma vie.

**Propos recueillis par Agnès Rousseaux**

@AgnesRousseaux sur twitter

---

**P.-S.**

\* <http://www.bastamag.net/article3013.html>

---

**Notes**

[1] Coalition politique actuellement au pouvoir, rassemblant trois partis : Ennahda (droite religieuse), le Congrès pour la République (CPR, gauche) dont est issu le président Moncef Marzouki, et Ettakatol (social-démocrate).

[2] Notamment une tentative de coup d'État en 1987 et un attentat imputé au mouvement en 1991.